

Comment le New Deal a été démantelé

PAR ROMARIC GODIN
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 10 AOÛT 2021



© Mediapart

Le New Deal a toujours eu des adversaires acharnés. Pendant sa transformation en véritable ordre social, des forces intellectuelles et politiques se sont coalisées et préparées. Elles ont saisi le bon moment, celui d'un «retour à la crise» du capitalisme, pour prendre leur revanche jusqu'à aujourd'hui.

Pour comprendre les origines du démantèlement de l'ordre du New Deal, il faut revenir à **l'adresse à la nation** prononcée le 8août 1969 par Richard Nixon. Le nouveau président républicain des États-Unis, élu de peu l'année précédente, se livre à un réquisitoire violent contre le système social mis en place par Roosevelt. *«Qu'on le mesure par l'angoisse des pauvres eux-mêmes ou par le fardeau vertigineusement croissant sur le contribuable, l'actuel système social doit être considéré comme un échec colossal»*, proclame celui qui, dans la campagne

des primaires républicaines de 1968, apparaissait plutôt comme un modéré face au conservateur Ronald Reagan.



Richard Nixon et Lyndon Johnson conversent le 12 décembre 1968 au sujet de la future passation de pouvoir. © AFP

Nixon propose alors de remplacer le *«welfare»* par le *«workfare»*, autrement dit de conditionner l'assistance sociale à l'insertion dans le marché du travail. Certes, le Family Assistance Plan, **qui sera finalement voté fin 1971**, est loin d'être la destruction du Social Security Act de 1935. Il garantit même un revenu minimum aux familles, ce qui va provoquer la furie des milieux conservateurs.

Mais Richard Nixon vient d'ouvrir la porte à un démantèlement progressif. Outre la capacité des États à exiger du travail des bénéficiaires de l'aide sociale, il a introduit dans le débat public une rhétorique d'échec du New Deal et d'immoralité de l'aide sociale qui, jusqu'ici, était limitée à certains cercles de la droite du parti républicain.

Il est vrai qu'en cette fin des années 1960 les conditions du New Deal se délitent. À commencer par les conditions économiques. La guerre du Vietnam coûte très cher au budget fédéral et commence à peser sur le dollar qui doit faire face à une fuite vers l'or. Unilatéralement, Nixon décide, le 15août 1971, de suspendre la convertibilité en or, conduisant à l'enterrement du système de Bretton Woods lors des

accords de la Jamaïque en janvier 1976. Ces désordres monétaires l'incitent à réduire le déficit et à s'attaquer aux transferts sociaux.



Évolution historique des taux de profits de 14 grandes économies. © Michael Roberts

Parallèlement, les profits des grandes firmes états-uniennes commencent à se retrouver sous pression. Grégoire Chamayou, dans *La Société ingouvernable* (La Fabrique, 2018), relate que ce recul est déjà sensible en mars 1969 lorsque *Fortune*, le magazine du *big business*, relate une «*contraction des profits*».

C'est un phénomène assez nouveau parce qu'il n'est pas conjoncturel, mais bien structurel. Il s'inscrit dans un triple contexte: une forte pression du coût du travail grâce au plein emploi, un **retournement de la croissance de la productivité** et une intensification de la concurrence internationale de nouveaux acteurs, comme le Japon et l'Allemagne de l'Ouest.

La situation politique n'est guère meilleure. Il y a évidemment cette guerre du Vietnam dans laquelle Lyndon Johnson s'est jeté à corps perdu et qui révolte une partie de la jeunesse et des démocrates. Il y a aussi le mouvement des droits civiques, auquel Johnson a cette fois donné raison mais qui a fracturé la «*coalition du New Deal*» construite par Roosevelt dans les années 1930.

Martin Luther King, figure de cette lutte, estime au demeurant que «*les promesses de la Grande Société ont été abattues sur le champ de bataille du Vietnam*». Les démocrates du Sud, ségrégationnistes revendiqués, ont quant à eux quitté le parti et présenté leur propre candidat, George Wallace, à l'élection de 1968. Wallace a obtenu 13,5% des voix et remporté cinq États, facilitant la victoire de Nixon.

Une telle rupture avait certes déjà eu lieu en 1948, mais elle n'avait pas empêché Harry Truman de l'emporter. Cette fois, la situation est plus sérieuse.

Car à la révolte des «*Dixiecrates*» répond une révolte des Afro-Américains qui est connectée aux mouvements sociaux. Les émeutes se multiplient dans les quartiers peuplés des minorités oubliées par la «*société d'abondance*» du New Deal.

Celle du quartier de Watts, à Los Angeles, en août 1965, fut la plus violente d'entre elles. Dans un pamphlet paru peu après en anglais et republié dans le numéro 10 de l'*Internationale situationniste*, Guy Debord y voit «*une révolte contre la marchandise, contre le monde de la marchandise et du travailleur-consommateur hiérarchiquement soumis aux mesures de la marchandise*». Et de conclure: «*La société de l'abondance trouve sa réponse naturelle dans le pillage.*»



Le quartier de Watts, à Los Angeles, pendant les émeutes de 1965. © Leemage via AFP

Il ne s'agit pas là d'une surinterprétation. La contestation du racisme va désormais de pair avec celle de l'ordre économique. L'historien Howard Zinn relève, dans son *Histoire populaire des États-Unis* (Agone, 2014), que les autorités signalent à Detroit en 1967 une attaque contre les «*symboles de l'autorité et de la propriété*». L'auteur signale très clairement que ce nouveau mouvement afro-américain «*était plus dangereux que le mouvement des droits civiques parce qu'il risquait d'unir les travailleurs noirs et blancs autour de la question de l'exploitation sociale*». La question raciale devenait donc une question sociale radicale.

La crise raciale et celle liée au Vietnam se rejoignent donc dans une critique de l'ordre consumériste. Celui qui conteste d'abord l'ordre du New Deal, c'est précisément ce «*travailleur-consommateur*» pour lequel il a été bâti. Et qui, progressivement, ne veut plus jouer le jeu. La fin des années 1960 et le début des années 1970, c'est aussi le moment moins bien

connu mais parfaitement documenté par Chamayou de la contestation par les travailleurs industriels du pouvoir managérial. En effet, les revendications ne se limitent pas aux augmentations de salaires. En 1973, un ouvrier de l'automobile exige «*d'avoir une chance de [se] servir de [son] cerveau*» en abandonnant une usine qui est comparée à une prison, «*sauf qu'en taule tu as davantage de temps libre*».

Ce qui est en jeu, c'est donc bien la «donne» même du New Deal: l'abondance contre l'ordre marchand. Lorsque Nixon prononce son discours en 1969, l'état de tension sociale est, d'après le *Wall Street Journal*, le «*pire qu'on ait connu de mémoire d'homme*». L'ordre du New Deal ne réussit plus à faire accepter aux travailleurs leurs conditions de travail.

C'est bien *in fine* l'organisation sociale tout entière qui est contestée, autrement dit ce que Roosevelt avait réussi à préserver: le capitalisme. Sauver ce dernier va donc supposer de réactiver la vieille lutte de classes que les démocrates avaient tenté de transformer en collaboration de classes au sein de la coalition du New Deal.

Et c'est ce tournant que prend le 8 août 1969 Richard Nixon. Car les grandes entreprises états-uniennes ne peuvent pas tolérer une telle contestation alors même qu'elles doivent faire face à de nouveaux concurrents et à des gains de productivité réduits. Après les sudistes et une partie de la gauche, ce sont les grands capitalistes qui abandonnent la coalition du New Deal. Ils se tournent vers une alternative intellectuelle et politique disponible, prête à sortir de l'ombre.

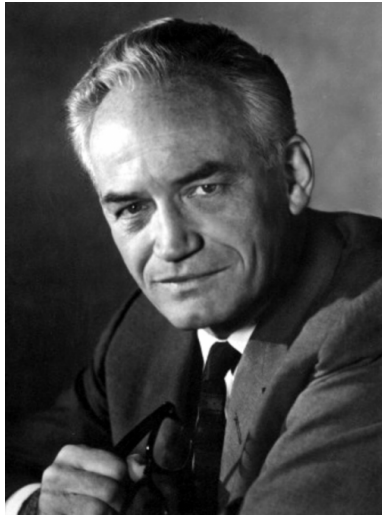
La résistance au New Deal est apparue dès les premières heures du pouvoir rooseveltien. Elle s'est concentrée dans certains secteurs industriels, notamment dans ceux à forte intensité en travail, et dans les PME. L'opposition s'appuie sur l'idée que le nouvel ordre social est contraire aux idéaux des États-Unis, ceux d'un État modeste et de la liberté économique. Mais après la sévère défaite électorale de 1936 où le candidat républicain Alf Landon a subi le plus grave revers de l'histoire du pays, une grande partie de l'establishment du GOP finit par accepter les grandes lignes du New Deal.

Le principal représentant de l'opposition conservatrice dans le parti, Robert Taft, est ainsi battu trois fois à l'investiture républicaine pour les élections de 1940, 1948 et 1952 contre les représentants de l'aile modérée du parti. Ce sera le cas jusqu'en 1976, à l'exception de la nomination en 1964 de Barry Goldwater, successeur de Robert Taft à la tête de l'aile droite du GOP. Mais comme en 1936, la domination de la coalition du New Deal est écrasante. Goldwater obtient 38,5% des voix contre 61% pour son adversaire et ne remporte que 6 États sur 50. 14 millions de voix séparent les deux candidats.

Si les cercles anti-New Deal sont donc assez réduits dans l'opinion, ils ne sont pas inactifs ni sans influence pour autant. En 1947, en réponse à une vague de grèves liée à la crise de reconversion de l'économie, Robert Taft parvient à faire passer le Taft-Hartley Act qui limite les droits syndicaux. Harry Truman finira par promulguer cette loi dans un contexte de guerre froide qui favorise la méfiance face au mouvement social.

Le maccarthysme sera une autre preuve de l'influence de la droite du GOP sur la politique nationale. Face à la menace «rouge», la coalition du New Deal tente de

tenir l'équilibre entre la carotte des droits sociaux et le bâton de la répression. Et parfois, les conservateurs sont nécessaires pour durcir le ton.



Barry Goldwater, candidat républicain à la présidence en 1964, ici en 1960. © copie d'écran @Wikipedia

Si la déroute de Barry Goldwater a ouvert la voie à l'aile modérée du parti pour l'élection de 1968, Richard Nixon va néanmoins s'appuyer sur Goldwater et ses amis pour gouverner. C'est d'ailleurs lorsqu'ils le lâchent dans l'affaire du Watergate que le président républicain doit démissionner le 9 août 1974. D'autant qu'avec le temps leur influence grandit. La prise de contrôle du parti par Goldwater pour obtenir la nomination sera une source d'inspiration pour Reagan dans les années 1970.

Avec la contestation croissante, les cercles conservateurs commencent à être plus audibles, en jouant notamment sur le désir d'ordre sécuritaire et social, le traditionnel «*law and order*», mais aussi sur la pression fiscale, évidemment jugée insupportable.

En 1966, le très droitier William Buckley, ami personnel de Reagan et déjà à l'initiative de la *National Review*, lance une émission télévisuelle, «*Firing Line* », qui durera 23 ans et contribuera à imposer l'agenda conservateur dans l'opinion. Dans les années qui suivent, les associations et magazines conservateurs vont se multiplier.

C'est donc un mouvement culturel profond qui va s'organiser en jouant sur le fait que l'ordre du New Deal ne joue plus son rôle de défenseur du capitalisme.

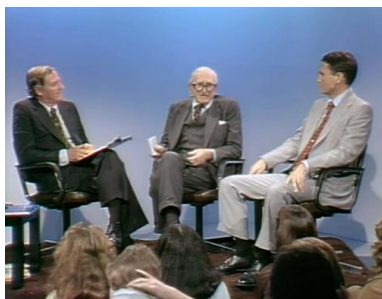
Dans sa *Brève histoire du néolibéralisme* (traduction française aux éditions Les Prairies ordinaires, 2014), David Harvey évoque une note confidentielle d'août 1971 de Lewis Powell, juge à la Cour suprême nommé par Nixon à la Chambre de commerce des États-Unis. Il prévient: «*Les critiques et l'opposition à la libre entreprise sont allées trop loin et le temps est venu [...] de mobiliser la sagesse, le bon sens et les ressources du monde des affaires contre ceux qui veulent la détruire.*»

Au cours des années 1970, les centres de réflexion néolibéraux vont submerger le débat d'idées en imposant leur agenda et leurs nouveaux héros, le tout avec l'aide active des riches États-Uniens. Harvey rappelle ainsi que c'est le milliardaire Richard Mellon Scaife, héritier d'une des plus puissantes familles des États-Unis, qui a financé en 1977 la version télévisée du livre de Milton Friedman, *La Liberté du choix*.

Désormais, ceux qui avaient été longtemps inaudibles, comme l'American Enterprise Institute, fondé par des industriels, principalement de la chimie, en 1938, pour contrer la domination du New Deal, passent en première ligne dans le débat public. La crainte de la contestation sociale donne une actualité nouvelle aux pensées de Friedrich von Hayek et aux romans de la libertarienne Ayn Rand qui, pourtant, avait lors de la sortie de *La Grève* en 1957 reçu un accueil très froid de la part des conservateurs états-uniens.

Désormais, ces textes deviennent des références de la culture populaire qui font pendant aux mobilisations du monde du travail. Dans ce face-à-face, l'ordre

du New Deal s'affaïsse progressivement, et ses défenseurs rejoignent progressivement, au nom de la défense du capitalisme menacé, le camp néolibéral.



Friedrich Hayek (au centre) invité de William Buckley (au centre) dans l'émission "Firing Line", le 7 novembre 1977.

Car l'équilibre se modifie aussi dans les sciences économiques où le cadre non keynésien revient en force et modifie même la perception de la pensée de Keynes. Paul Samuelson tente dans les années 1960 une synthèse entre keynésiens et néoclassiques. Parallèlement, la mathématisation de l'économie, incarnée par «l'équation de la main invisible» de Debreu et Arrow en 1958, renforce l'impression de science dure du cadre néoclassique qui est revivifié au début des années 1970 par Robert Lucas.

Dans les années 1960, Milton Friedman fonde, depuis Chicago, l'école monétariste qui lance une offensive majeure contre le keynésianisme et va dominer la formation des banquiers centraux avec la fin du système de Bretton Woods. Le faux «prix Nobel», fondé en 1969 à l'initiative des conservateurs suédois, va venir donner une caution prestigieuse à ce mouvement néolibéral: Samuelson le reçoit en 1970, Hayek en 1972, Friedman en 1976.

Si l'on ajoute l'émergence des nouvelles théories de la firme et du management, tout l'arsenal intellectuel est prêt pour une attaque frontale contre l'ordre du New Deal. Dans un déjeuner en 1974 à Washington, Arthur Laffer griffonne une courbe sur une nappe devant deux responsables républicains qui seront les piliers de la révolution néolibérale, Dick Cheney et Donald Rumsfeld. La «*théorie du ruissellement*» est née et elle va être le cœur de la campagne de Reagan en 1980. Si le New Deal avait été construit par des juristes, le néolibéralisme marque le retour en force des économistes.

Le coup de grâce

Mais, pour l'heure, au milieu des années 1970, il manque au plan conservateur un élément clé. Car dans un contexte de plein emploi, la critique de gauche du New Deal a un coup d'avance. Pour faire rentrer le monde du travail dans le rang, il faut pouvoir le menacer. «*Pour discipliner les gens au-dedans, [il faut] laisser jouer à plein l'insécurité économique et sociale au-dehors*», résume Grégoire Chamayou. C'est toute la faiblesse de l'offensive Nixon de 1969-1971 qui débouche en 1976 sur le retour des démocrates au pouvoir.

Sauf que la donne va changer. La crise des années 1970 voit les entreprises relever leurs prix et, en même temps, licencier. La hausse des prix à la consommation atteint en 1980 13,6% sur un an, tandis que le taux de chômage est passé de 3,5% en 1969 à près de 8% dix ans plus tard. Depuis 1974, il n'est pas repassé sous les 5%. Le choc concerne ceux qui sont licenciés comme ceux qui restent en place et subissent une perte de revenu réelle. Dans ces conditions, plus question d'indiscipline, d'autant que les méthodes de management sont devenues plus répressives. Les syndicats commencent à perdre de l'influence et le chantage à l'emploi devient récurrent.

La traduction politique de cette situation est naturellement une offensive des idées néolibérales et conservatrices dans la dernière partie des années 1970. Cette offensive est facilitée par la perte de repère du keynésianisme classique, incapable d'expliquer la stagflation et d'y répondre. Or, face à eux, monétaristes et libertariens y apportent des réponses. Les succès économiques apparents du laboratoire chilien, où le colonel Pinochet a appliqué les conseils de Milton Friedman et Friedrich von Hayek, donnent encore plus de poids à ces idées auprès des élites conservatrices.

Finalement, la déconstruction de l'ordre du New Deal apparaît comme la réponse à la crise. Même les démocrates doivent s'y résoudre. C'est bien le vainqueur de 1976, Jimmy Carter, qui nomme à la tête de la Réserve fédérale Paul Volcker, un disciple de Friedman, en août 1979. Ce dernier applique

la théorie monétariste à plein en relevant le taux de refinancement jusqu'à 20%, portant le taux de chômage à près de 11% en 1982.

Cette insécurité économique permet de construire, lors de la campagne de 1980, la perspective d'une renaissance économique par la destruction d'un système qui a échoué, comme le disait déjà Nixon en 1969. C'est la théorie du ruissellement et l'insistance donnée à l'entrepreneur comme perspective pour la classe moyenne. Avec ces thèmes, Reagan l'emporte aisément et impose un nouveau régime économique et social.

L'État ne se retire pas entièrement du jeu, il met son poids dans la balance pour construire une politique favorable au capital. C'est pourquoi Reagan peut creuser le déficit public pour alimenter le complexe militaro-industriel et mener une politique de répression syndicale féroce contre les aiguilleurs du ciel en 1981. *«Le néolibéralisme de Reagan a été non seulement une transformation de l'État, mais aussi une stratégie agressive de confrontation contre les centres de contestation organisée des prérogatives des entreprises états-uniennes, à l'étranger comme aux États-Unis»*, résumant Damien Cahill et Martijn Konings dans leur livre de synthèse *Neoliberalism* (Polity, 2017, non traduit).

La « révolution Reagan » attaque donc d'emblée le cœur du système Roosevelt par deux voies: le pouvoir du monde du travail et la redistribution. Les budgets sociaux sont réduits et transférés aux États fédérés, ce qui contraint souvent les démocrates à appliquer l'austérité. Les taux d'imposition sur les plus riches et les entreprises sont fortement réduits, le taux marginal de l'impôt sur le revenu passant de 70% en 1981 à 28% en 1991.

Lorsque le pouvoir revient aux démocrates en 1992, l'ordre dominant est désormais le néolibéralisme. Comme Eisenhower avait accepté le New Deal rooseveltien, Bill Clinton accepte la révolution Reagan. Entouré de néokeynésiens convertis au néolibéralisme, il se montre même encore plus strict en matière budgétaire.

C'est d'ailleurs à ce moment que, en 1996, le Congrès généralise le *workfare* avec la loi **Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act**. Le projet de Nixon est mené à son terme par un président démocrate disposant de la majorité aux deux chambres. Désormais, l'horizon est celui de la « nouvelle croissance » technologique, et la financiarisation est encore accélérée pour permettre son déploiement. Les marchés dictent leur loi, la valeur actionnariale détermine l'emploi et les politiques publiques.

En 1999, le secrétaire d'État au Trésor de Bill Clinton, Lawrence Summers, annonce un coup de boutoir très lourd dans la législation du New Deal: la fin du Glass-Steagal Act de 1933 qui interdit la fusion des banques d'investissement et des banques commerciales.

L'ordre du New Deal est désormais vidé de son sens. Une nouvelle coalition dominante se met en place, qui, en matière économique et sociale, regroupe l'immense majorité des démocrates et des républicains. Les voix dissonantes, comme celle de celui qui n'est alors que représentant du Vermont, Bernie Sanders, sont rares et isolées. La fin de l'ordre du New Deal est le fruit d'une conjonction: celle d'un capitalisme en crise profonde, d'un système politique démuni face à cette crise et d'une bataille culturelle intense.

L'hypothèse d'un Green New Deal semble pointer vers la restauration d'un tel ordre, moyennant l'ajout important d'une dimension écologique. Elle implique que le New Deal n'ait pas été seulement un *épisode* historique, forcément passé, mais un état ou une *configuration* du capitalisme, faisant droit à d'autres fins que celle du profit, dont on pourrait se rapprocher. C'est cette possibilité que le prochain épisode interroge.

Boîte noire



© Mediapart

Dans les années 1930, la Grande Dépression provoquait un cataclysme social. Aux États-Unis, Roosevelt et les démocrates ont proposé une réponse,

le « New Deal », dont l'héritage et l'esprit sont mobilisés près d'un siècle plus tard. Face à l'urgence écologique, à la pénurie d'emplois et à l'envolée des inégalités, différentes versions d'un « Green New Deal » sont proposées de part et d'autre de l'Atlantique. Notre série raconte cette histoire, et questionne la pertinence d'une formule qui rallie de plus en plus de forces à gauche.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.